

REPORTÉ À LA PROCHAINE SESSION APRÈS UNE DURE BATAILLE DE PROCÉDURES

Sonatrach I, le procès avorté

Très attendu par l'opinion publique nationale et internationale, le procès de l'affaire Sonatrach I prévu hier au niveau de la cour d'Alger n'a pas eu lieu. Il a été reporté par le président du tribunal criminel après la décision du collectif de la défense de se retirer. Une situation inattendue qui a contraint le tribunal criminel de prendre la décision du report après délibérations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est hier en début de soirée, soit à 18 heures 30 mn, que la décision du maintien ou du report du procès de l'affaire Sonatrach I a été prise par le président du tribunal criminel après une intense bataille de procédures engagées entre les différentes parties concernées par cette affaire, soit la défense, l'accusation et le président du tribunal criminel.

La défense, qui a affiché dès le début son intention de reporter le procès, a mis en place une stratégie qui a contraint le président du tribunal, M. Reguad, de renvoyer l'affaire à la prochaine session criminelle. En effet, à l'origine du retrait de la défense, la détermination du président de séance de maintenir le déroulement du procès et ce, malgré l'absence à la barre de 38 témoins sur la soixan-



Mohamed Meziane (au milieu) ex-P-dg de Sonatrach.

taine concernée. Face à la «détérioration» du magistrat, les avocats ont annoncé par le biais de l'avocat Sadek Chaïb, «la décision de la défense de se retirer du procès». Un seul avocat a exprimé sa volonté du maintien du procès. Il s'agit de M^e Mokrane Aït Larbi, qui a indiqué : «mon client se trouve en prison depuis cinq années et par voie de conséquence, l'absence ou la présence des témoins ne peut à aucun moment

influencer sur le déroulement du procès». Ainsi, si le président du tribunal criminel a été contraint de renvoyer le procès à la prochaine session, il a toutefois rejeté, après délibérations, la demande formulée par M^e Miloud Brahimi de faire bénéficier les détenus de la liberté provisoire.

L'audience qui a débuté dans la matinée a été suspendue durant plusieurs heures en raison de l'absence de l'interprète en ita-

lien pour l'audition du représentant de Saipem. Le tribunal a convoqué des interprètes assermentés pour l'Allemand, le Français et l'Italien afin de pouvoir auditionner toutes les parties impliquées dans cette affaire mais l'interprète d'italien ne s'est pas présenté. Pour rappel, dix-neuf personnes dont des responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères devaient répondre de faits liés à la corruption dans le

cadre de l'affaire dite Sonatrach I. Les faits reprochés aux prévenus et contenus dans l'arrêt de renvoi sont, notamment, «association de malfaiteurs, passation de marchés contraires à la loi pour accorder des privilèges injustifiés à des tiers, blanchiment d'argent, augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique, détournement de deniers publics, blanchiment d'argent et corruption».

Huit directeurs exécutifs de Sonatrach dont Amar Zenasni, responsable du transport par pipeline, et le directeur des activités d'amont Belkacem Boumediène étaient dans le box des accusés avec quatre sociétés étrangères qui ont «bénéficié frauduleusement» de marchés publics. Selon l'arrêt de renvoi, les faits concernent cinq marchés frauduleux d'une valeur de 1 100 milliards de centimes «accordés par l'ex-P-dg de Sonatrach, Mohamed Méziane, au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes du groupe national à travers le pays».

Selon la même source, le groupe Sonatrach avait conclu un marché frauduleux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant l'Algérie à l'Italie (Sardaigne).

A. B.

AFFAIRE SONATRACH I

Ce qu'il faut savoir

Forts soupçons de corruption, octroi d'avantages indus à des tiers notamment des sociétés étrangères, transgression de la réglementation.... Tels sont les éléments principaux de l'affaire Sonatrach 1 dont le procès s'est ouvert hier au tribunal criminel d'Alger.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Procès important que celui ouvert hier matin au tribunal criminel d'Alger. Devant le juge Mohamed Reggad, 19 personnes, dont des anciens dirigeants du groupe Sonatrach et des représentants de sociétés étrangères, parmi lesquels 7 sont en détention, devaient comparaître pour répondre d'accusations de corruption. Il s'agit en fait du procès de l'affaire dite Sonatrach 1, impliquant notamment l'ancien P-dg de la compagnie nationale, Mohamed Meziane, comparaissant en prévenu libre, et 8 directeurs exécutifs dont l'ex-vice-président amont Belkacem Boumediène et l'ex-vice-président transport par canalisation, Amar Zenasni.

Le manager de la société allemande Contel Algérie Funkwerk, El Smaïl Mohamed Reda, les représentants de plusieurs entreprises étrangères, deux fils de l'ancien patron Sonatrach, Fawzi et Réda Meziane, ainsi que l'ancien P-dg de la banque publique CPA,

Mohamed Maghaoui, et son fils Yazid, sont également cités au box des accusés. Quels griefs retenus contre ces accusés ? Ponctuant cinq ans de traitement judiciaire, l'affaire Sonatrach 1 ayant été déclenchée en janvier 2010, et dont la teneur a fait déjà l'objet de la médiatisation, un arrêt de renvoi cite les chefs d'accusation suivants : association de malfaiteurs, octroi d'avantages ou privilèges indus à des tiers dans le cadre de la passation de marchés publics, augmentations injustifiées de prix contractuels, blanchiment d'argent et corruption...

L'affaire Sonatrach 1 porte en fait sur trois transactions commerciales liant Sonatrach à des tiers (des prestataires essentiellement étrangers) et que l'enquête judiciaire a considérées comme douteuses.

Comme rapporté par la presse, ces affaires concernent l'octroi en gré à gré du marché de réalisation du lot 3 du gazoduc GK3 à la société italienne Saipem Contracting Algérie, l'octroi du marché d'équipement en matériels de télésurveillance d'installation de Sonatrach à l'entreprise allemande Contel Algérie Funkwerk et l'octroi du marché de réaménagement du siège de Ghermoul au bureau d'études CAD et à la société allemande Imtech.

Portant sur la réalisation du lot 3 du gazoduc G3K devant relier Hassi R'mel à El Kala, devant ali-

menter le gazoduc Algérie-Sardaigne-Italie, un marché de 586 millions de dollars avait été attribué en 2009 par la direction de Sonatrach à la société italienne Saipem Contracting Algérie, créée sous l'égide de Saipem Italie (filiale du groupe pétrolier italien ENI).

Or, une transaction irrégulière selon l'arrêt de renvoi dans la mesure où elle aurait été conclue sur la base notamment d'une offre surévaluée, coûteuse de Saipem, octroi d'indus avantages au fils de l'ancien patron Sonatrach, Réda Meziane (depuis 2006, conseiller rémunéré auprès de Saipem Algérie), outre des interférences, des instructions de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, non auditionné, concernant la conduite de l'appel d'offres et la gestion du coût du projet, selon des propos médiatiques de l'ancien P-dg de Sonatrach.

Portant sur l'équipement de 123 infrastructures de Sonatrach en matériels de télésurveillance et de protection électronique (système anti-intrusion), cinq marchés avaient été attribués en gré à gré par l'ancien patron de Sonatrach à l'entreprise allemande Contel Algérie Funkwerk Pletac, pour une valeur de 11 milliards de dinars.

Une transaction également considérée frauduleuse au regard des privilèges accordés au groupe allemand dont l'offre était élevée, mais au détriment de Sonatrach,



L'affaire Sonatrach avait été déclenchée en 2010.

des avantages concédés à un des enfants de l'ancien P-dg de Sonatrach dans le groupe Contel, une interférence de l'ancien ministre de l'Energie quant au caractère urgent de ce projet, voire une surfacturation et le versement de pots-de-vin et commissions supposés à la famille Meziane, le patron de Contel Algérie Funkwerk et à l'ancien P-dg du CPA et son fils.

Quant à la troisième affaire devant être examinée, il s'agit de l'octroi par l'ex-Pdg et le directeur exécutif activités centrales du marché de réfection-réaménagement du siège de Sonatrach (sis à Ghermoul) à la société allemande

Imtech, pour un montant de près de 65 000 euros, et au bureau d'études CAD.

Une transaction indue d'autant qu'elle aurait été conclue sur la base d'une offre surélevée de la société allemande, un certain abus d'influence, des suspicions de blanchiment d'argent impliquant le manager du bureau CAD et l'ancien directeur de cabinet du P-dg de Sonatrach.

Ceci outre les manquements, les infractions à la réglementation régissant la passation des marchés publics suspectés dans cette affaire comme dans les deux autres affaires Sonatrach.

C. B.